

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2026-06-01-00008

arrêté préfectoral portant mise en demeure de
la société KB NEGOCE (SIREN : 847575420)
exploitant des installations classées pour la
protection de l'environnement à Limay (78520)
12 rue Charles Tellier

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure de la société KB NEGOCE (SIREN : 847575420)
exploitant des installations classées pour la protection
de l'environnement à Limay (78520) 12 rue Charles Tellier

LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-099/DDD du 30 juillet 2007 autorisant la société Dereco DIB, dont le siège social est situé 72 rue des Voyers à Porcheville (78400) à exploiter des installations situées à Limay (78520) Zone d'Activité de Limay-Porcheville, 12 rue Charles Tellier, les installations relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 167-A, 286 et 322-A sous le régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 août 2011 portant mise à jour de classement des installations exploitées par la société Dereco DIB à Limay (78520) Zone d'Activité de Limay-Porcheville, 12 rue Charles Tellier, les installations relevant des rubriques 2718-1, 2713-2 et 2714-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en raison de modifications de la nomenclature ;

VU l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°202678-2026-02-16-00003 du 16 février 2026 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le courrier du 7 août 2024 de la société KB NEGOCE dans lequel l'exploitant déclare reprendre l'exploitation des installations situées à Limay (78520) Zone d'Activité de Limay-Porcheville, 12 rue Charles Tellier ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 26 janvier 2026 établi à la suite de l'inspection du site le 25 septembre 2025 ;

VU le courrier en date du 16 mars 2026 notifié le 19 mars 2026 de transmission à l'exploitant du rapport susvisé et du projet d'arrêté de mise en demeure pour observation éventuelle ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite de contrôle du 25 septembre 2025 des installations exploitées par la société KB NEGOCE à Limay (78520) 12 rue Charles Tellier, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'est en mesure d'indiquer ni la quantité annuelle maximale de déchets de métaux ferreux et non ferreux et de déchets d'équipements électriques et électroniques réceptionnée, ni la quantité de déchets présente sur site ; qu'il indique ne pas disposer de logiciel permettant de suivre les stocks et de les connaître à l'instant t ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 3.III.2.1. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé fixant la quantité maximum de déchets de métaux ferreux et non ferreux récupérée annuellement sur le site et la quantité maximale de déchets stockés sur le site et de l'article 10 de l'arrêté du 22 décembre 2023 modifié susvisé mentionnant notamment la tenue d'un registre de comptabilité des stocks présents sur l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite de contrôle du 25 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté, au vu des déclarations de l'exploitant et des documents produits (bons de réception, factures et registre), que l'exploitant ne dispose pas, avant l'acceptation d'un déchet, d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques sur le déchet ainsi que ceux relatifs les informations permettant d'identifier le au producteur initial du déchet, qu'il ne sait pas si le producteur initial est l'entreprise de transport elle-même ou un client chez qui elle collecte, qu'il ne réalise pas de prélèvements représentatifs des déchets réceptionnés, qu'il ne procède pas à des tests d'identification des déchets apportés mais à un contrôle visuel à l'arrivée du camion ; que l'exploitant n'est pas toujours en mesure d'informer le producteur du déchet de la destination du déchet, ni l'éliminateur du déchet de l'origine de ce déchet ne connaissant pas le producteur du déchet lorsque le client n'est pas un professionnel, il ne peut pas le renseigner sur la destination du déchet au départ dudit déchet vers l'unité d'élimination ; que l'exploitant ne peut pas informer l'éliminateur du déchet de l'origine de ce déchet lorsque le client n'est pas un professionnel ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 3.III.2.2. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé décrivant la procédure d'acceptation des déchets à respecter par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite de contrôle du 25 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le registre tenu par l'exploitant ne fait pas apparaître les codes déchets associés aux déchets réceptionnés, les informations concernant l'origine, la gestion, le transport, la cession (si négoce), la destination du déchet et les refus d'admission ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 3.III.2.2. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé et aux articles 1 et 4 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite de contrôle du 25 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- que certains des tas de déchets situés à l'arrière du site s'élèvent à cinq ou six mètres de haut ;
- que la dalle du site semble fracturée et abîmée par endroits, ce qui rend son étanchéité incertaine ;
- que, à la suite de récentes intempéries, de l'eau stagne sur le site et dans certaines alvéoles ; les larges flaques d'eau suggèrent que les écoulements et le drainage des eaux ne se font pas correctement vers le réseau canalisé ;
- qu'il n'y a pas de marquage au sol délimitant les zones de stockage hors alvéoles ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé concernant la hauteur maximale de stockage de deux mètres, l'obligation d'étanchéité des aires de stockage, la collecte des eaux susceptibles d'être polluées et le marquage au sol ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis d'observation sur le projet d'arrêté dans le délai imparti de quinze jours à compter de la réception du document le 19 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société KB NEGOCE, de respecter les prescriptions des articles 3.III.2.1, 3.III.2.2 et 4.1 de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé, des articles 1 et 4 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé et de l'article 10 de l'arrêté du 22 décembre 2023 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société KB NEGOCE (SIREN 847575420) sise à Limay (78520) 12 rue Charles Tellier exploitant à la même adresse une installation de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux et dangereux, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté du 22 décembre 2023 modifié susvisé et de l'article 3.III.2.1. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé, en :

- mettant en place un registre de comptabilité des stocks de déchets répondant aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susmentionné, sous un **mois** ;
- s'assurant de connaître la quantité de déchets présente sur site à tout instant, et ainsi de contrôler que celle-ci ne dépasse pas les 150 tonnes, sous **un mois** ;
- étant en mesure, sous **douze mois**, de démontrer que la quantité de déchets de métaux ferreux et non ferreux, y compris les déchets électriques et électroniques (D3E), réceptionnée sur site au cours de l'année 2026, n'a pas dépassé 1500 tonnes.

Les délais mentionnés courent à compter de la notification de la présente décision à la société KB NEGOCE.

Article 2 : La société KB NEGOCE (SIREN 847575420) sise à Limay (78520) 12 rue Charles Tellier exploitant à la même adresse une installation de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux et dangereux, est mise en demeure de respecter, dans le **délai d'un mois** à compter de la notification de la présente décision :

- les prescriptions de l'article 3.III.2.2. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé, en respectant la procédure d'admission des déchets ;
- les prescriptions de l'article 3.III.2.2. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé et des articles 1 et 4 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé, en tenant un registre d'admission et de refus des déchets conforme à ces dispositions.

Article 3 : La société KB NEGOCE (SIREN 847575420) sise à Limay (78520) 12 rue Charles Tellier exploitant à la même adresse une installation de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux et dangereux, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 susvisé, en :

- respectant la hauteur de stockage de deux mètres pour l'ensemble des stocks de déchets sur site, **sous un mois** ;
- proposant un échéancier de mise en œuvre de la réfection de la dalle du site, **sous un mois** ;
- ayant procédé à la réfection de la dalle du site **sous huit mois**, en prêtant attention à l'écoulement des eaux susceptibles d'être polluées vers le réseau canalisé et en réalisant le marquage au sol conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Les délais mentionnés courent **à compter de la notification** de la présente décision à la société KB NEGOCE.

Article 4 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées,

des sanctions peuvent être arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen disponible sur le site <https://www.telerecours.fr/>.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa réception, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

Article 6 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Limay,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 1^{er} juin 2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la cheffe de l'unité départementale,

signé

Delphine DUBOIS